

Bureau du 19 mars 2007

Décision n° B-2007-5096

objet : **Réaménagement d'un prêt accordé à HMF Rhône-Alpes - Co-garant commune de Francheville**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestion - Contrôle des gestions externes

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 8 mars 2007, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2006-3289 en date du 27 mars 2006, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Par courrier en date du 9 février 2007, HMF Rhône-Alpes informe la Communauté urbaine qu'elle souhaite réaménager par avenant un contrat souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et garanti par la collectivité.

Les nouvelles conditions du contrat n° 872130 sont les suivantes :

- garantie : 85 %,
- date d'effet du réaménagement : 1er avril 2006,
- capital total réaménagé : 419 260,80 € soit une garantie de 356 371,68 €,
- taux révisable sur le taux du livret A,
- échéances annuelles,
- la durée du prêt est prorogée de 5 ans,
- taux annuel de progression de l'annuité : 0,00 % révisable en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %,
- remboursement anticipé possible après le réaménagement, moyennant une indemnité forfaitaire de 6 mois d'intérêt sur le capital remboursé,
- renouvellement de la garantie sur la durée totale du prêt.

Ces caractéristiques s'appliquent au montant total du capital réaménagé à la date d'effet des avenants constatant le réaménagement, pour la durée de remboursement des prêts, étant précisé que les autres caractéristiques du prêt initial demeurent inchangées et garanties tel qu'initialement.

Les réservations accordées initialement sont prorogées sur la nouvelle durée des prêts ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'article 2021 du code civil ;

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article R 221-19 du code monétaire et financier ;

DECIDE

Article 1er : la Communauté urbaine accorde sa garantie à Habitat moderne et familiale Rhône-Alpes, pour le réaménagement du prêt n° 872130 aux conditions décrites ci-dessus.

Le montant total garanti est de 356 371,68 €.

Article 2 : au cas où HMF Rhône-Alpes pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Communauté urbaine s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la Caisse des dépôts et consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le paiement sera effectué selon les dispositions de l'article L 2252-1 du code général des collectivités territoriales et notamment du dernier alinéa ainsi rédigé : "*Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une commune porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel*".

Article 3 : la Communauté urbaine s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

Article 4 : le Bureau autorise monsieur le président de la Communauté urbaine à intervenir à chacun des contrats de compactage qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et HMF Rhône-Alpes.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la SA HLM Rhône-Alpes.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,